

CONSEIL MUNICIPAL

Procès-verbal de la séance du 9 décembre 2020 à 20h30

Présidence	Mme C. Di Stasi
Présent-e-s	Mmes C. Jaeger Matringe, R. Pry, C. Rion-Santoru, F. Vermeulen, F. Wisard MM. V. Ackermann, P.-A. Castella, F. Droz, E. Fillet, T. Hunziker, V. Läderach, L. Luisoni, M. Zimmermann
Excusé-e-s	Mme R. Selitrenny Flores MM. C. Brülhart, M. Zwahlen

MM. G. Marti, Maire, J. Grand et N. Nussbaum, Adjoints, P. Arter, Secrétaire général, assistent à la séance.

Ordre du jour

1. Approbation du procès-verbal de la séance du 25 novembre 2020
2. Communications du Bureau
3. Communications du Maire
4. Communications des Président-e-s de Commissions
5. Décisions de l'ACG - Droit d'opposition des Conseils municipaux selon art. 60C LAC
6. Budget 2021 – Vote de délibérations
7. Amortissements complémentaires 2020 – vote d'une délibération
8. Crédit budgétaire 2020 supplémentaire – vote d'une délibération
9. Barrière douane de Cornière – vote d'une délibération
10. Chemin du Barot, dépassement de crédit – vote d'une délibération
11. Propositions individuelles et questions

Mme DI STASI, PRÉSIDENTE, ouvre la séance à 20h32. Elle souhaite la bienvenue à l'assemblée et excuse l'absence de Mme Rebecca SELITRENNY FLORES, de M. Christian BRÜLHART et de M. Marc ZWAHLEN. Elle rappelle les consignes à respecter en lien avec le plan sanitaire des séances du Conseil municipal. Des places ont été prévues à cet effet afin que les distances soient respectées. Les masques doivent être conservés durant toute la durée de la séance exception faite de la

personne qui s'exprime. Enfin, la salle sera aérée à intervalles réguliers.

1. Approbation du procès-verbal de la séance du 25 novembre 2020

Mme LA PRÉSIDENTE déclare que la séance ayant eu lieu seulement deux semaines avant la présente séance, le procès-verbal n'a pas pu être soumis pour approbation. Cette dernière est donc reportée à la première séance du Conseil municipal de 2021.

2. Communications du Bureau

- **Démission**

Mme LA PRÉSIDENTE informe que le Bureau a enregistré la démission de deux conseillères municipales, Mme Rebecca SELITRENNY FLORES, avec effet immédiat, et Mme Clémentine JAEGER MATRINGE, en raison d'un déménagement au 25 février prochain.

3. Communications du Maire

- **Antennes 5G**

Tout d'abord, M. LE MAIRE indique qu'une demande d'autorisation de construire a été déposée afin de modifier l'antenne de téléphonie mobile située au 63, route de Mon-Idée. La modification porte sur la diffusion de la 5G depuis cette antenne. La portée des ondes pourrait concerner une partie des habitants de la commune, à savoir ceux de la route de Puplinge, du chemin de Grésy et certaines maisons du chemin de Plein-Champs. L'antenne étant située sur la commune de Thônex, Puplinge n'est pas consultée pour donner un préavis à la demande de permis de construire. L'administration a toutefois demandé aux autorités thônésiennes qu'elles lui transmettent une copie de leur préavis lorsque celui-ci sera rendu. Si le préavis de la commune de Thônex devait s'avérer négatif, Puplinge ne manquera pas de soutenir la commune de Thônex en faisant une opposition à l'autorisation lorsqu'elle sera publiée dans la FAO.

- **Office de poste**

Deuxièmement, M. LE MAIRE relate que plusieurs communes de la région Arve et Lac font actuellement face à des volontés de réduction d'horaires ou à des décisions de fermeture d'offices de poste. Bien que la commune ait obtenu la garantie que l'office de poste de Puplinge sera maintenu dans les années à venir,

elle soutient les communes concernées dans leur démarche auprès de La Poste dans le but de maintenir un service de proximité. En ce sens, les exécutifs des communes Arve et Lac recevront en janvier 2021 les représentants régionaux de La Poste dans le but de rechercher des solutions acceptables pour la région.

- **Fête de l'Escalade**

M. LE MAIRE communique ensuite que l'exécutif et de nombreux bénévoles vont distribuer de la soupe le vendredi 11 décembre. 525 personnes se sont inscrites, ce qui démontre que les gens demandent à avoir autant que possible des activités et une vie sociale. L'un des bénévoles s'étant désisté, il manque de ce fait une personne de 18h00 à 20h30 environ. M. LE MAIRE ajoute qu'il convient de venir à vélo et demande au Conseil municipal si l'un de ses membres se porte volontaire. M. LE MAIRE note que M. DROZ puis M. LUISONI ont levé la main. Le secrétariat les recontactera à ce sujet. M. LUISONI est gardé en réserve au cas où un second désistement surviendrait.

- **Association Communes-Ecole**

M. GRAND explique que l'administration recherche un délégué afin d'établir le lien avec l'association Communes-Ecole, qui offre de nombreux cours sur la commune et les alentours. M. HUNZIKER a assuré ce rôle lors de la dernière législature. L'exécutif souhaite proposer ce poste au Conseil municipal, étant entendu que s'il n'y a pas de volontaire, l'exécutif assumera cette responsabilité.

M. HUNZIKER précise que l'association Communes-Ecole est une association qui compte trois professionnels à mi-temps au Collège de Collonge-Bellerive où se déroulent les comités et les assemblées. L'association, qui existe depuis une vingtaine d'années, donne notamment des cours de voile et de peinture. Elle contactera mairie si elle a besoin de salles pour des cours. Les douze communes de Arve et Lac ont chacune un représentant. L'association fonctionne toute seule et la qualité de délégué est intéressante à tout le moins au début du mandat. En termes de séances, il y a deux séances par année (au printemps et en automne) ainsi qu'une AG (en principe en même temps que l'une des deux séances).

M. GRAND observe qu'aucun membre du Conseil municipal ne semble intéressé à assurer cette fonction. En cas de changement d'avis, les conseiller·ère·s ont toujours la possibilité de se manifester ; dans le cas contraire, M. GRAND sera nommé représentant.

M. HUNZIKER attire l'attention des personnes présentes sur le fait que tous les cours ont été annulés en raison du covid-19. Dès lors, des problèmes de

financement adviendront à l'avenir, ce qui peut être intéressant.

4. Communications des Président·e·s de Commissions

- *Commission Aménagement – Mobilité – Travaux*

M. LUISONI, président de la commission, énonce que la commission s'est réunie le 7 décembre et a discuté des résolutions soumises au vote lors de la présente séance. La commission a tenu une discussion sur le PDCom durant laquelle elle a analysé des retours de l'État qui attendait un positionnement politique de la commune (de la commission et/ou de l'exécutif). Ces points ont été discutés et validés selon un principe général où, lorsque les commentaires des services de l'État vont dans le sens des intentions ou des volontés de la commune de défendre des enjeux (environnementaux, économiques ou territoriaux), Puuplinge abondera dans le sens de l'État et apportera les ajustements nécessaires dans les chapitres ou les fiches concernées. De surcroît, des points techniques doivent être clarifiés par le mandataire. La commission a également eu une discussion importante quant au potentiel de développement de la Gouille sud, où il convient de se positionner sur la chronologie des projets en cours, ainsi que la volonté et la nécessité pour la commune de répondre aux attentes des habitants par rapport aux services publics attendus, en particulier au niveau de l'éducation et de l'école. Si l'évolution de la population dans un projet de construction (par exemple sur la Gouille sud) devait impliquer la construction d'une école en plus des quatre salles de classe prévues actuellement sur le périmètre de l'école, il conviendrait d'obtenir des garanties sur une telle possibilité avant d'imaginer cette construction. La commune doit donc faire preuve d'une certaine circonspection. En outre, l'image directrice de la route de Presinge, où sont essentiellement installées des villas, donne à présent la possibilité de procéder à la construction de petits immeubles villageois, ce qui démontre un potentiel d'accroissement de la population relativement important. En ce sens, certains propriétaires sont prêts à développer des projets immobiliers plus importants.

M. LUISONI poursuit en ajoutant que la commission a également débattu sur le déplacement de l'espace sportif ou la multiplication d'espaces sportifs, en particulier le terrain de foot, pour lequel un déclassement avait été demandé derrière la déchetterie. Les services de l'Etat restant dans l'attente d'une clarification des activités intercommunales envisagées, une opportunité pourrait être saisie en construisant des terrains de football dans le cadre d'un projet intercommunal avec Thônex. Pour le moment, la commune de Thônex n'a pas développé l'offre au-delà des Trois-Chêne bien que sa population soit en nette augmentation, en particulier avec les constructions liées à la gare de Chêne-Bourg. La commission a ensuite décidé d'établir des fiches sur certains points, notamment sur les arbres

remarquables. Cette dernière permettrait d'apporter une explication plus claire sur les enjeux agricoles de la commune.

En effet, la commune a des attentes par rapport à la promotion agricole et environnementale de son territoire plutôt que d'être simplement inscrite sur le plateau agricole genevois d'Arve et Lac. Le PDCom faisant 280 pages, il n'est pas évident pour les services de l'État de prendre connaissance du moindre détail. Certaines remarques sont donc parfois hors contexte et des demandes vont au-delà du cahier-des-charges validé par le Conseil d'État, ce qui pourrait impliquer des augmentations budgétaires pour le mandat du bureau ACAU. Il s'agit donc d'être plus prudent avant d'abonder dans le sens des services de l'État. La commission va probablement se réunir encore une fois avec les mandataires. L'idée est de présenter le PDCom, qui sera à nouveau soumis aux services de l'État, et qui serait soumis en même temps à l'appréciation de la population via plusieurs ateliers dans le respect des règles sanitaires. Le but est d'arriver à un vote du PDCom et du PDCP avant les vacances estivales 2021.

- *Commission Finances – Patrimoine – Economie locale*

M. HUNZIKER, président de la commission, n'a aucun commentaire.

- *Commission Environnement – Agriculture – Energie – Durabilité*

M. ACKERMANN, vice-président de la commission, n'a aucune communication.

- *Commission Cohésion sociale – Solidarité – Culture – Sports*

Mme VERMEULEN, présidente de la commission, évoque que la commission devait rencontrer les TSHM. Néanmoins, la séance a été repoussée au début de l'année 2021.

- *Commission Solidarité internationale*

M. FILLET, président de la commission, rapporte que la commission s'est réunie le 1^{er} décembre afin de traiter les dix derniers dossiers en suspens. Les projets retenus sont les suivants : association Aide au Népal (CHF 2'000.-), Maasai Aid Association (CHF 2'000.-), association du Muletier au Guide de Montagne (CHF 3'000.-), Surya association Drukpa Suisse (CHF 2'000.-), Enfants des étoiles (CHF 1'000.-), association Voix Libres (CHF 3'025.-). Le budget 2020 de la commission est donc épuisé et la séance de réserve planifiée au 15 décembre n'a dès lors plus lieu d'être. La première séance de 2021 est fixée au 26 janvier à 19h30 en présence de M. GRAND, Adjoint, afin d'optimiser le fonctionnement de la commission.

M. GRAND souligne que la commission a fourni un travail d'une année en deux mois.

M. LUISONI se demande si le résultat du travail de la commission sera communiqué aux communiens. En principe, cela se déroule chaque année à la fin du mois de janvier lors de l'apéritif communal sous la forme d'affiches. La séance prévue le 15 décembre permettrait de réfléchir à cela et d'ajuster le cas échéant.

M. FILLET explique que la séance de réserve était prévue pour traiter du principe de communication. Or, au vu de la situation sanitaire actuelle, l'idée a été abandonnée.

En ce sens, M. LE MAIRE spécifie que les probabilités de survenance d'un apéritif communal sont très faibles.

Mme PRY suggère de reporter l'apéritif communal au printemps, ce à quoi M. LE MAIRE rétorque qu'il est en principe prévu au mois de janvier. L'administration va cependant réfléchir quant au moyen de communiquer sur le sujet.

M. FILLET mentionne que la commission est prête à travailler au printemps si la méthode d'information change.

5. Décisions de l'ACG - Droit d'opposition des Conseils municipaux selon art. 60C LAC

Au sens de Mme LA PRÉSIDENTE, aucune décision n'est à annoncer.

6. Budget 2021 – Vote de délibérations

Mme LA PRÉSIDENTE cite les trois délibérations à voter dans le cadre du budget 2021 :

- La contribution communale au FIDU ;
- La valeur de la taxe minimale perçue dans le cadre de la taxe professionnelle communale ;
- Le budget de fonctionnement 2021 et la valeur des centimes additionnels.

Mme LA PRÉSIDENTE rappelle que les documents ont été déposés sur cmnet suite à la présentation du projet de budget 2021 réalisée par M. NUSSBAUM lors de la séance du 25 novembre. Toutefois, l'exécutif ayant reçu des informations complémentaires la semaine précédant l'actuelle séance, il a dû proposer des

modifications sur le projet de budget de fonctionnement initial. Mme LA PRÉSIDENTE laisse la parole à M. NUSSBAUM.

M. NUSSBAUM énonce que les membres du Conseil ont reçu un e-mail à ce sujet. Il indique ensuite qu'une première modification concerne le projet intercommunal de garde auxiliaire (une séance a eu lieu le mercredi 2 décembre avec la commune de Meinier). En effet, le montant a été affiné car il est plus proche des CHF 10'000.- que des CHF 2'000.-. La rubrique 11.31 a donc été adaptée en conséquence. Deuxièmement, le SAFCO a attiré l'attention de la commune sur la pratique comptable en vigueur à Genève, alors que celle envisagée par la commune de Puplinge est celle inscrite dans le guide MCH2 des directeurs financiers des cantons romands. En effet, à Genève ?, la création d'une réserve conjoncturelle doit faire l'objet d'une écriture comptable touchant uniquement le bilan sans influencer le résultat annuel. Néanmoins, comprenant l'intérêt de la démarche proposée par la commune de Puplinge et partageant l'impression que les rentrées fiscales transmises par le Département des finances semblent trop favorables, le SAFCO a proposé à la commune de supprimer la ligne relative à la réserve conjoncturelle et de diminuer les recettes fiscales d'autant pour arriver au même résultat. Si la commune souhaite constituer une réserve conjoncturelle, elle pourra voter une délibération d'ici au bouclage des comptes qui indiquera comment l'éventuel excédent de revenus sera réparti entre le capital propre et la réserve conjoncturelle. Sur la base de ces conseils, l'administration a supprimé le compte 99.38 (attribution à la réserve conjoncturelle) et diminué le compte 91.40 de rentrées fiscales. Après toutes ces modifications, l'excédent de revenus reste identique à celui présenté lors de la séance du 25 novembre, soit la somme de CHF 2'305.-.

Mme LA PRÉSIDENTE cède ensuite la parole à M. HUNZIKER, président de la commission des Finances, pour le rapport de la commission au sujet du budget 2021.

M. HUNZIKER, président de la commission des Finances, résume que la commission s'est réunie au mois de novembre afin de prendre connaissance du budget. Elle n'a pas émis d'idée ou de refus particuliers. Par ailleurs, M. DROZ avait émis l'avis que de nombreux investissements concernaient la commune plutôt que la population. En sus, la commission des Finances a préavisé favorablement le budget 2021.

Mme LA PRÉSIDENTE propose de traiter les trois délibérations de manière distincte avec, pour chacune d'entre elles, la possibilité de poser des questions, de proposer des amendements puis de passer au vote.

M. LUISONI déclare que le groupe Puplinge Bouge s'est réuni pour soumettre collectivement un nombre de commentaires par rapport au budget. Le groupe a reçu des réponses techniques de la part de M. ARTER. Il semble intéressant pour Puplinge Bouge d'en discuter avant de passer aux délibérations, avis que rejoint M. HUNZIKER car le débat sur les propositions d'amendements pourrait déterminer la suite.

Mme LA PRÉSIDENTE ouvre la discussion.

Mme PRY mentionne que Puplinge Bouge souhaite que l'utilisation et les principes de rafraîchissement et/ou de rénovation de la salle communale passent d'abord en commission Cohésion sociale avant de passer en commission Aménagement. En effet, le but est de mieux identifier les utilisations multiples de la salle avant d'entreprendre des rafraîchissements ou une rénovation.

D'après M. LE MAIRE, le principe d'inscrire un montant dans le budget n'implique pas de commencer les travaux immédiatement. Une discussion peut donc être tenue en commission Cohésion sociale puis en commission Aménagement avant d'initier les travaux. En sus, des remarques sont émises quant à la nature du revêtement du sol de la salle, qui sera changé avec l'enlèvement de la scène. En l'occurrence, ce n'est pas une résine molle qui était prévue mais une résine dure et solide. Le montant prévu au budget permettrait également de poser du carrelage, qui semble plus raisonnable que la pose d'une résine. Il convient également de réfléchir à l'espace-bar, somme toute peu adéquat. Il y a en effet là aussi une réflexion intéressante à avoir, tout en sachant que le mur porteur est une contrainte.

M. ACKERMANN confie au Conseil municipal la volonté de Puplinge Bouge d'ajouter une somme de CHF 10'000.- au budget 2021 concernant la Place rose. En ce sens, une somme avait déjà été inscrite pour la plantation d'arbres. L'amendement avancé propose de rénover la place, en tant que centre du village, sur cinq ou dix ans. De nombreuses études établies par le passé sont, de l'opinion de M. ACKERMANN, beaucoup trop coûteuses pour qu'elles soient réalisables. Dès lors, Puplinge Bouge aimerait inscrire la somme de CHF 10'000.- chaque année au budget à destination de petits travaux pour aboutir à la réfection de la place d'ici cinq à dix ans.

M. LE MAIRE pense que la rénovation totale de la place communale impliquerait un budget très élevé. Cependant, cela n'empêche effectivement pas de mener une

réflexion étape par étape. Bien que le budget prévoie déjà un montant pour la plantation d'arbres, un ajout de CHF 10'000.- ne serait pas de trop. Par ailleurs, si tous les arbres ne peuvent pas être plantés sur la place, le territoire mérite que la commune en rajoute ailleurs. M. LE MAIRE n'a donc personnellement pas d'objection à prévoir un montant complémentaire de CHF 10'000.- dans le budget. Il s'agira ainsi de jouer sur les recettes fiscales afin d'équilibrer le budget.

M. NUSSBAUM présente deux alternatives possibles :

- ✂ Soit la commune présente un budget déficitaire, ce qui n'est pas souhaitable ;
- ✂ Soit la commune procède à une correction sur les recettes fiscales qui absorberaient le montant de CHF 10'000.-. Le budget resterait équilibré et le boni se monterait à CHF 2'305.-.

M. NUSSBAUM estime que la seconde option est la plus judicieuse. En effet, il serait regrettable de présenter un budget déficitaire alors que la commune dispose d'une marge de manœuvre.

M. LE MAIRE résume que la rubrique des recettes fiscales devrait augmenter de CHF 10'000.- de même que la rubrique se rapportant à des plantations ou autres sur la place rose.

Mme WISARD précise que la première idée de Puplinge Bouge était de prévoir plus de plantations sur la Place rose. Puis le groupe a été informé de l'existence d'une enveloppe de CHF 9'000.- destinés à l'arborisation de la place, Puplinge Bouge souhaite que la somme de CHF 10'000.- ne serve pas uniquement à planter du végétal mais également à développer des actions (par exemple, une toile pour apporter de l'ombrage aux habitants, ou encore des parasols). L'idéal est de voir l'enveloppe budgétaire comme offrant des possibilités qui améliorent la vie sur la place rose au cours de l'année.

M. NUSSBAUM considère qu'il convient de renvoyer ce point en commission et de présenter des idées qui s'inscriraient dans l'enveloppe du budget de fonctionnement sur une plus longue durée, tout en intégrant à la réflexion qu'il est prévu de relier le verger à la place communale par une arborisation.

Pour M. DROZ, la proposition est très intéressante. À son avis, il est judicieux de se projeter plus loin que sur du court terme. En sus, M. DROZ craint qu'un montant de CHF 10'000.- soit trop négligeable. Il suggère de l'augmenter par exemple à CHF 20'000.-.

Selon Mme WISARD, le but n'est pas de développer un projet conséquent mais de trouver des solutions et des actions qui améliorent le confort des gens et le bien-vivre ensemble sur la place. Ce pourrait être par exemple un grand nettoyage de la place.

M. LE MAIRE suggère de commencer à réfléchir à des actions en s'appuyant sur le montant de CHF 10'000.-. Il en découlera peut-être le souhait d'avancer plus vite, auquel cas le Conseil municipal se prononcera peut-être sur un montant complémentaire en 2021. Il est également possible de fonctionner avec les CHF 10'000.- en 2021, puis de décider de la façon de procéder l'année suivante.

M. LUISONI relate que Puplinge Bouge demande également d'allouer CHF 2'000.- dans le cadre d'un partenariat possible avec Monnaie Léman. La réponse reçue de la mairie montrait que le groupe n'avait pas été assez clair dans sa proposition. Cette dernière va un peu dans le sens du montant de la délibération (cf. point 8 de l'ordre du jour) qui suggère la remise d'un bon de CHF 20.- par habitant en soutien aux commerces du village dans le cadre du covid-19. La Ville de Genève a dressé un projet similaire avec des bons de CHF 100.- où la personne paie CHF 80.- et le commerçant reçoit CHF 20.- supplémentaires dans une politique en partenariat avec le Monnaie Léman afin de stimuler une économie locale et circulaire. Le Léman est une monnaie qui existe sous forme papier (comme lors de la fête de l'artisanat et du terroir) ou électronique, tant pour les entreprises (qui ont accès à des crédits solidaires) que pour les individus. En ce qui concerne les collectivités publiques, l'AG de Monnaie Léman a voté des tarifs relatifs à des partenariats avec les communes : CHF 500.- pour de très petites communes, CHF 1'000.- pour des petites communes, CHF 2'000.- pour des communes moyennes, CHF 5'000.- pour des grandes communes et CHF 10'000.- pour des villes. Puplinge étant une petite commune, le tarif s'élèverait à CHF 1'000.-. Cela permettrait de gérer un compte à destination des commerces et des individus qui voudraient payer en Léman grâce à un transfert électronique automatique. Le tarif est une forme de cotisation par la commune. Puplinge Bouge envisageait d'affecter CHF 2'000.- à ce sujet, notamment afin que les membres du Conseil municipal puissent recevoir une partie de leurs jetons de présence en Léman.

M. HUNZIKER fait remarquer que le Léman a eu des retours très positifs de la plupart des artisans lors de la fête de l'artisanat. En outre, la suggestion est une idée très intéressante en raison de la situation actuelle où les gens recherchent de la convivialité et de la proximité. M. HUNZIKER prend pour exemple Corsier, qui a accepté de payer une partie des jetons de présence d'un conseiller municipal en Léman. De surcroît, M. HUNZIKER juge que le concept est intéressant car il permet à Puplinge de se positionner comme étant une commune moderne et exemplaire. Cela se produit déjà au niveau de la solidarité internationale et la commune

pourrait en outre être solidaire au niveau local. M. HUNZIKER souligne toutefois la difficulté de la gestion du Léman pour l'administration en raison de l'ajout d'un compte supplémentaire.

À la question de M. LE MAIRE, qui souhaite savoir si le montant est une cotisation, M. LUISONI répond que les CHF 1'000.- sont une forme de cotisation pour disposer de l'application de monnaie électronique (Biletujo). Cette dernière est un système multi-monnaies qui fonctionne avec un grand nombre de devises et qui requiert simplement la capacité de transférer des francs suisses en Léman sur le smartphone et inversement. Dès lors, le coût porte sur le développement d'un outil par une association qui a peu de moyens, plutôt que de rentrer dans d'autres mécanismes sous forme de subventionnement ou de mandat. À titre informatif, la commune de Lancy autorise le paiement des contraventions en Léman.

En sus, M. LUISONI explique que certaines entreprises décident de laisser une comptabilité en Léman afin d'analyser les mouvements dans une logique d'économie circulaire. Par ailleurs, le Léman est à la parité du franc suisse. Il ne s'agit en l'espèce pas d'inscrire au budget la cotisation car celle-ci doit faire l'objet d'une discussion avec l'administration. En outre, M. LUISONI observe que le Léman pourrait être associé au mécanisme des bons de CHF 20.- dans les commerces de la commune ou dans une logique plus généreuse. Le Léman porte en effet sur une économie circulaire et locale, ce qui fait sens par rapport aux valeurs communales de Puplinge.

Mme LA PRÉSIDENTE s'enquiert du montant de la somme proposée, à savoir CHF 1'000.- ou CHF 2'000.-.

M. LUISONI évoque que la cotisation s'élèverait à CHF 1'000.- car Puplinge est considérée comme une petite commune. L'idée est d'inscrire la somme de CHF 2'000.- pour laisser une marge de manœuvre à la commune si cette dernière désire promouvoir le Léman, par exemple lors de la prochaine fête de l'artisanat.

M. NUSSBAUM distingue le fond et la forme de la suggestion. Le premier est une intention qui peut être discutée au cours de l'actuelle séance. M. NUSSBAUM éprouve toutefois une gêne quant à la forme car la demande n'est pour le moment qu'exprimée oralement. Il convient en effet de faire parvenir à l'administration des éléments plus concrets, notamment de la documentation quant au fonctionnement du mécanisme. M. NUSSBAUM ne remet cependant pas en cause la parole de M. LUISONI.

M. LUISONI rappelle que Monnaie Léman a été présentée lors d'une commission des Finances élargie au Conseil municipal. Tout Léman en circulation signifie qu'il y a un montant identique en francs auprès de la banque alternative suisse. Un double

impact se dégage : le Léman utilisé stimule l'économie circulaire et le franc déposé à la banque promeut des projets allant dans le sens d'une économie sociale et solidaire. Par ailleurs, l'AG de Monnaie Léman a voté en date du 2 décembre les montants susmentionnés, ainsi qu'un principe de cotisation. Étant donné que le Conseil municipal va voter le budget 2021 et que les propositions de Monnaie Léman ne concernent que 2021, M. LUISONI propose d'inscrire un montant de CHF 2'000.- au budget afin d'éviter de retarder l'application du Léman en 2022. Le montant allégué est relativement faible et le budget dispose d'une certaine marge de manœuvre. En sus, la commune s'est déjà engagée dans une logique de monnaie locale.

Mme PRY ajoute que la demande formulée par Puplinge Bouge porte sur un amendement au budget de CHF 2'000.- en plus des CHF 10'000.- pour la place rose.

M. NUSSBAUM indique que l'exécutif n'avait pas bien compris la nature de la demande de Puplinge Bouge à la lecture du courriel. Bien que le fond et l'intention soient compris, il est nécessaire de matérialiser la forme car, comme pour toute dépense de la commune, des documents sont obligatoires.

M. GRAND conçoit avoir maladroitement relayé la demande dans la mesure où il ne savait pas exactement si les CHF 2'000.- se rapportaient à une cotisation ou à une caution, ce à quoi M. LE MAIRE remarque qu'un placement n'aurait pas nécessité d'inscription au budget.

M. ARTER est d'avis d'inscrire la cotisation de CHF 2'000.- pour Monnaie Léman dans le même compte que les bons qui font l'objet d'une délibération au point 8 de l'ordre du jour, soit la ligne 02.36 (Soutien économie locale). L'aménagement de la place rose se trouverait sur la ligne 34.31 pour CHF 10'000.- de plus et l'augmentation des recettes fiscales sur la ligne 91.40.

M. LE MAIRE résume que la proposition consiste à ajouter CHF 10'000.- de plus et de réduire de CHF 2'000.- le résultat du budget, ce qui donne un excédent de CHF 305.- au lieu de CHF 2'305.-.

Mme LA PRÉSIDENTE passe au vote des trois amendements :

- À l'unanimité des voix (13), le Conseil municipal est favorable à rajouter un montant de CHF 10'000.- pour la place rose (ligne 34.31) ;
- À l'unanimité des voix (13), le Conseil municipal est favorable à rajouter un montant de CHF 10'000.- aux revenus (ligne 91.40) ;
- Par 11 voix pour et 2 abstentions, le Conseil municipal est favorable à inscrire une cotisation et à engager un montant de CHF 2'000.- dans le

cadre de Monnaie Léman (ligne 02.36).

M. HUNZIKER constate qu'il conviendra de modifier la délibération relative au budget.

Mme LA PRÉSIDENTE passe à la lecture et aux votes des délibérations.

Délibération relative à l'ouverture du crédit destiné au versement de la contribution annuelle au FIDU pour le versement de subventions d'investissement aux communes genevoises

- Vu le plan directeur cantonal 2030 fixant un objectif en termes de construction de logements afin de répondre à la pénurie actuelle et couvrir les besoins futurs liés au développement de notre canton ;
- considérant que la planification assigne à certaines communes de construire de nombreux logements, à d'autres moins ou pas du tout, l'effort pour financer l'aménagement des nouveaux quartiers de logements demandé à certaines communes est donc très important, voire dans certains cas difficilement soutenable, alors que d'autres communes ne se voient assigner aucune charge de ce type ;
- vu qu'un groupe de travail, réunissant 13 communes appelées à se développer ainsi que plusieurs départements du canton se sont réunis à plusieurs reprises afin de trouver une solution visant à répartir le financement de ces aménagements ;
- vu la proposition d'élaborer un mécanisme de compensation entre les communes qui construisent et celles qui ne construisent pas, ces dernières venant aider financièrement les premières à financer les équipements obligatoires et les espaces publics en lien avec l'accueil de nouveaux logements au moyen de la constitution d'un fonds ;
- vu le but de partager l'effort exigé par la poussée actuelle du développement de Genève, chaque commune pouvant y contribuer selon sa situation et ses moyens ;
- vu le souhait ressortant du groupe de travail de créer un fonds intercommunal pour le développement urbain (FIDU) ;
- considérant que ce fonds (créé sous la forme d'une fondation de droit public dont sur les 7 représentants, 5 sont désignés par l'ACG parmi les Magistrats communaux, les deux autres représentants étant ceux de la Ville de Genève et du département de l'aménagement, du logement et de l'énergie) est compétent pour les attributions des financements versés aux communes ;
- attendu que les attributions versées sont uniquement accordées pour des équipements communaux dont la réalisation est exigée par des prescriptions

légales ainsi qu'aux espaces publiques afin de focaliser cet apport sur des projets peu ou pas ouverts par d'autres mécanismes de financement ;

- vu que ces attributions versées sont effectuées selon deux modalités complémentaires, chacune représentant environ une moitié du fonds : d'un côté, une attribution forfaitaire pour tout nouveau logement produit sur le territoire de la commune ; de l'autre, une attribution pour les projets d'infrastructures pour les communes qui en font la demande, dans le cadre d'un développement urbain amenant de nouveaux logements ;
- considérant que ce fonds est alimenté par une contribution annuelle de 2 millions de francs du canton et d'une contribution annuelle de 23 millions de francs des communes, ces dernières contributions étant réparties entre les communes en fonction de la valeur de production du centime, indice tenant compte de la fiscalité sur les personnes physiques et morales ainsi que de la population de chaque commune, mais avec une contribution annuelle maximum par commune de 7 millions ;
- vu la nécessité de voter un crédit d'engagement pour le versement de cette contribution annuelle destinée à subventionner les investissements publics à charge des communes accueillant de nouveaux logements ;
- vu que la loi sur le Fonds intercommunal pour le développement urbain ainsi que ses statuts ont été approuvés par l'Assemblée générale de l'ACG en date du 18 novembre 2015 ;
- vu que la loi sur le Fonds intercommunal pour le développement urbain ainsi que ses statuts ont été approuvés par le Grand Conseil en date du 18 mars 2016 et que cette loi est entrée en vigueur le 1er janvier 2017 ;
- conformément à l'article 30, alinéa 1, lettre e de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984 et à la loi sur le Fonds intercommunal pour le développement urbain (FIDU),
- vu le préavis de la commission Finances – Patrimoine – Economie locale du 16 novembre 2020,

sur proposition du Maire,

le Conseil municipal,

DECIDE

Par 13 voix pour, soit à l'unanimité,

1. D'ouvrir au Maire un crédit de CHF 100'800.- pour le versement d'une contribution au fonds intercommunal de développement urbain destiné au subventionnement des infrastructures publiques communales rendues nécessaires pour l'accueil de nouveaux logements.

2. De comptabiliser cette dépense dans le compte des investissements (rubrique 0290.5620), puis de la porter à l'actif du bilan dans le patrimoine administratif (sous la rubrique 0290.1462 "subventions d'investissements versées à des communes ou à des établissements qu'elles financent en commun").
3. D'amortir cette dépense au moyen de 30 annuités qui figureront au budget de fonctionnement sous la rubrique n° 0290.36602 dès 2022.
4. D'autoriser le Maire à emprunter jusqu'à concurrence du crédit brut mentionné au point n°1.

M. LE MAIRE rappelle que la commune a bénéficié d'environ un million de francs par le passé en lien avec le quartier du Courtil.

Proposition du Maire relative à la fixation du montant minimum de la taxe professionnelle communale pour l'année 2021

Vu l'article 30, al. 1, lettre c, de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984,

vu l'article 308 B, de la loi générale sur les contributions publiques du 9 novembre 1887,

sur proposition du Maire,

le Conseil municipal

DECIDE

par 13 voix pour, soit à l'unanimité,

1. de fixer le montant minimum de la taxe professionnelle communale pour l'année 2021 à CHF 30.--

Proposition du Maire relative au budget de fonctionnement annuel 2021 et au taux des centimes additionnels

Vu le budget administratif pour l'année 2021 qui comprend le budget de fonctionnement et le plan annuel des investissements,

attendu que le budget de fonctionnement présente un montant de CHF 8'621'797.- aux charges et de CHF 8'622'072.- aux revenus, l'excédent de revenus présumé s'élevant à CHF 305.-,

attendu que cet excédent de revenus présumé se décompose de la manière suivante : résultat opérationnel de CHF 305.- et résultat extraordinaire de CHF 0.- ,

attendu que l'autofinancement s'élève à CHF 848'190.- ,

attendu que le nombre de centimes additionnels nécessaires à l'exécution des tâches communales pour 2021 s'élève à 48 centimes,

attendu que le nombre de centimes additionnels à appliquer en supplément à l'impôt sur les chiens dû en 2021 par les personnes domiciliées ou séjournant plus de 3 mois dans la commune s'élève à 100 centimes,

attendu que le plan annuel des investissements présente un montant de CHF 6'094'133.- aux dépenses et de CHF 18'602.- aux recettes, les investissements nets présumés s'élevant à CHF 6'075'531.-,

attendu que les investissements nets sont autofinancés pour un montant de CHF 848'190.-, il en résulte une insuffisance de financement des investissements de CHF 5'227'341.-,

vu le rapport de la commission Finances – Patrimoine – Economie locale du 16 novembre 2020,

vu les articles 30, al. 1, lettres a, b et g, 90 et 113 de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984 et les articles 291 et suivants relatifs aux centimes additionnels, de la loi générale sur les contributions publiques du 9 novembre 1887,

sur proposition du Maire,

le Conseil municipal

DECIDE

par 13 voix pour, soit à l'unanimité,

1. D'approuver le budget de fonctionnement 2021 pour un montant de CHF 8'621'767.- aux charges et de CHF 8'622'072.- aux revenus, l'excédent de revenus présumé s'élevant à CHF 305.-.

Cet excédent de revenus total présumé se décompose de la manière suivante : résultat opérationnel de CHF 305.- et résultat extraordinaire de CHF 0.-.

2. De fixer le taux des centimes additionnels pour 2021 à 48 centimes.
3. De fixer le nombre des centimes additionnels à appliquer en supplément à l'impôt sur les chiens dû en 2021 à 100 centimes.

7. Amortissements complémentaires 2020 – vote d'une délibération

Mme LA PRÉSIDENTE annonce que la commission des Finances a proposé que des amortissements complémentaires soient réalisés en 2020 si le résultat de l'année le permettait. Elle cède ensuite la parole à M. HUNZIKER, président de la commission des Finances.

M. HUNZIKER, président de la commission des Finances, rappelle avoir évoqué lors du dernier Conseil municipal la possibilité de rentrées d'argent supérieures à ce qui était prévu. Le cas échéant, l'idée est d'utiliser l'argent de manière judicieuse en amortissant. Si la délibération n'est pas acceptée lors de la présente séance, l'argent

entrera dans les comptes de la commune en cas de revenus supplémentaires et de bénéfice en fin d'année. Avec la délibération, M. ARTER et M. BARBASTE ont prévu un certain nombre d'amortissements dont la chaufferie (ce qui effacerait complètement le poste) et l'étude du terrain de football (ce qui effacerait le poste et le solde serait attribué à la crèche de Puplinge). Le montant total des amortissements se monte à 1 million de francs. La commission des Finances a préavisé favorablement le montant, qu'elle a estimé comme étant suffisant. Ainsi, la commune pourrait donc procéder à des amortissements supplémentaires jusqu'à concurrence d'un million de francs ce qui dégagerait des avoirs pour d'autres postes dans les années à venir.

Mme LA PRÉSIDENTE ouvre la discussion.

M. ACKERMANN désire obtenir plus de précisions quant à l'étude du terrain de foot, ce à quoi M. HUNZIKER relate que l'étude portait sur le revêtement de ce terrain, qu'elle avait coûté un certain montant et était encore inscrite au budget. Puisque le projet d'un nouveau terrain de foot est écarté pour le moment, l'idée est d'amortir l'étude.

Au sens de M. LUISONI, l'amortissement des études est en principe prévu au moment de la finalisation des travaux. En l'espèce, les travaux ayant été repoussés, l'amortissement se fait sur l'étude. Cela n'implique pas forcément que les travaux ne seront pas effectués à l'avenir.

M. LE MAIRE explique que les amortissements sont des écritures comptables et non pas des dépenses. Les comptes prévoyant un boni important, qui rentrerait dans la trésorerie de la commune. Si le Conseil municipal vote la délibération et qu'un boni est réalisé dans les faits, cela permettra d'enlever des amortissements sur les années futures, ce qui apportera une certaine souplesse à la commune.

Mme PRY s'interroge sur l'éventualité où le boni est inférieur, ce à quoi M. LUISONI répond qu'il sera possible de choisir les amortissements. Ces derniers comprenant des valeurs différentes, cela permet d'envisager beaucoup d'options.

M. LE MAIRE indique que si la délibération n'est pas votée avant le 1^{er} janvier 2021, la commune n'aura pas d'autres solutions que de laisser le bénéfice éventuel en trésorerie.

Mme LA PRÉSIDENTE donne lecture de la délibération.

Délibération relative à l'ouverture d'un crédit supplémentaire 2020 pour procéder à des amortissements complémentaires d'un montant maximal de CHF 1'000'000.-

Vu le décalage entre les charges inscrites au budget et les dépenses effectives à mi-novembre, laissant apparaître des économies sur certains postes de charges ;

conformément à l'art. 30, al. 1, let. d de la loi sur l'administration des communes, du 13 avril 1984,

sur proposition de la commission Finances – Patrimoine – Economie locale,

le Conseil municipal

DECIDE

par 13 voix pour, soit à l'unanimité,

1. de procéder à des amortissements complémentaires en 2020 pour un montant maximal de CHF 1'000'000.- sur les crédits d'investissements suivants :

217008 – Chaufferie école	631'682.20
341002 – Etude terrains de football	62'322.80
545100 – Crèche de Puplinge	305'995.00

2. de comptabiliser ces amortissements complémentaires en 2020 sous la nature 383 «Amortissements complémentaires du patrimoine administratif» ;
3. d'ouvrir à cet effet, dans les comptes de l'exercice 2020, un crédit budgétaire supplémentaire de CHF 1'000'000.- ;
4. de couvrir ce crédit budgétaire supplémentaire par une économie équivalente sur d'autres rubriques de charges ou par des plus-values escomptées aux revenus.

8. Crédits budgétaires supplémentaires 2020 – vote d'une délibération

D'après Mme LA PRÉSIDENTE, et sur la base de la séance du 25 novembre, l'exécutif désire mettre en place une dynamique afin de soutenir l'économie locale.

Selon M. LE MAIRE, l'année 2020 a été une année très particulière et difficile pour la population ainsi que les commerces locaux. L'exécutif souhaite que les communiens puissent renouer le contact avec les commerces établis à Puplinge en proposant d'offrir à toutes les personnes officiellement domiciliées sur la commune

un bon de CHF 20.- valable dans les commerces puplingeois. Par cette action, l'exécutif veut inciter la population à privilégier les indépendants installés sur le territoire communal. En contrepartie, cela permettra aux commerçants de reprendre une activité que l'exécutif espère la plus soutenue possible, bien que la situation puisse encore changer. La mairie précise que de nombreuses rubriques au budget 2021 contiennent des non-dépensés (par exemple la fête des promotions) ou des dépenses peu élevées. En sus, les bons viendraient compléter les efforts fournis par la Fondation pour le logement, qui a dispensé du paiement de leur loyer les commerçants communaux locataires de la Fondation dès lors que leur activité avait été interrompue au printemps ou en automne. Ainsi, l'exécutif invite le Conseil municipal à voter un crédit complémentaire de CHF 49'800.- qui permettrait d'adresser aux 2'400 habitants de la commune un bon d'une valeur de CHF 20.-. Le projet concerne principalement les commerces très impactés (tels que les restaurants, les coiffeurs ou les fleuristes) et l'administration souhaite favoriser les liens entre les communiers et les commerçants. Si le Conseil municipal accepte le projet, l'administration contactera chacun des commerçants afin de finaliser les modes de fonctionnement et d'échange des bons.

À la question de Mme RION SANTORU, qui se demande si chaque habitant recevra un bon, enfant y compris, M. LE MAIRE répond par l'affirmative. Cela permettra d'établir une aide personnalisée pour chaque communier.

M. LE MAIRE spécifie ensuite à l'intention de M. CASTELLA que les commerces concernés doivent simplement exercer une activité sur la commune pour faire partie du projet. Les bons ne portent donc pas que sur des produits alimentaires ou des restaurants mais également des coiffeurs, des physiothérapeutes, etc.

M. ACKERMANN souhaite connaître la date limite de validité des bons, ce à quoi M. LE MAIRE annonce qu'ils seront valables jusqu'au 30 juin.

M. FILLET s'interroge sur le fonctionnement du processus lorsqu'un bon n'est pas utilisé. M. LE MAIRE est d'avis qu'un bon inutilisé sera en principe annulé et que la contrepartie des CHF 20.- ne sera pas dépensée, l'ensemble de la valeur des bons étant provisionné.

M. ARTER ajoute que la votation du crédit implique la nécessité de créer une provision pour les bons jusqu'à la fin du mois de juin 2021. Dès lors, tous les bons non utilisés au 30 juin seront déduits de la provision et entreront dans le capital de la commune.

Mme VERMEULEN note que si l'optique consiste à soutenir les commerçants locaux en laissant aux communiers la liberté de se rendre dans les établissements de leur choix, certains commerces seront plus favorisés que d'autres. Mme VERMEULEN désire donc savoir si un mécanisme est prévu pour contrer cela.

M. LE MAIRE souligne que l'exécutif s'est posé la question pour cibler au mieux les commerçants. Les conditions d'utilisation des bons préciseront par exemple que les communiens ne pourront pas se rendre à la poste ou à Manor. A l'éventuel problème que les bons ne favorisent qu'une partie des commerçants. M. LE MAIRE évoque en ce sens la possibilité d'imposer certaines restrictions dans l'utilisation des bons, par exemple un montant d'achat minimum en contrepartie d'un bon dans un commerce alimentaire (qui a en principe moins pâti qu'un autre commerce). Cela incitera les gens à se rendre dans des commerces qui ont plus souffert que d'autres. Le mécanisme n'est pas encore totalement finalisé.

M. LUISONI informe que la Ville de Genève a mis en place un mécanisme à CHF 100.- où le client ne paie que CHF 80.- et l'entreprise reçoit CHF 100.-.

M. DROZ relève que le mécanisme doit permettre de rendre la monnaie sur le bon de CHF 20.-, ce que confirme M. LE MAIRE.

M. ACKERMANN attire l'attention des personnes présentes sur le fait que les restaurateurs ont été très impactés par le covid-19. Il suggère donc de pousser la validité des bons jusqu'à la fin du mois d'août afin de profiter des terrasses lors de la belle saison pour mieux relancer l'économie dans les restaurants.

M. LE MAIRE adhère aux propos de son préopinant et envisage la possibilité de prévoir une durée de validité différente selon les commerces.

Au sens de M. LUISONI, il sera judicieux de rappeler à la population l'échéance des bons deux mois auparavant pour pousser les communiens à les utiliser.

M. LÄDERACH se questionne sur la nécessité d'éviter le cumul des bons, par exemple si un ménage de quatre personnes décide d'aller au restaurant car le repas serait aux frais de la commune.

D'après M. LE MAIRE, l'idée n'est pas d'aider les habitants mais les commerçants. Les bons pourraient permettre en sus à une famille avec deux enfants de se rendre pour une fois au restaurant. M. LE MAIRE réitère ensuite qu'il s'agirait de fixer un montant d'achat minimum dans les commerces alimentaires afin de favoriser certains commerces par rapport à d'autres. Le fonctionnement sera revu par l'exécutif.

M. GRAND estime qu'un effet multiplicateur est attendu dans les commerces. En sus, M. GRAND énonce que l'exécutif pensait au départ soutenir les restaurants. Or, cela constituait presque une forme de concurrence déloyale. Puisque chaque commerce ne se ressemble pas, l'exécutif laisse aux communiens la liberté de choisir où utiliser les bons. M. GRAND est convaincu que les habitants soutiendront les



commerces qu'ils désirent véritablement aider.

M. LE MAIRE répond ensuite à M. DROZ que les bons seront valables au marché à la ferme.

Mme LA PRÉSIDENTE donne lecture de la délibération.

Délibération relative à l'approbation d'un crédit budgétaire supplémentaire de CHF 49'800.- pour couvrir le dépassement prévisionnel 2020 du compte de charges de transfert (02.36)

Vu l'exposé des motifs,

conformément à l'art. 30, al. 1, let. d de la loi sur l'administration des communes, du 13 avril 1984,

sur proposition du Maire,

le Conseil municipal,

D E C I D E

Par 13 oui, soit à l'unanimité,

1. d'ouvrir, au Maire, un crédit budgétaire supplémentaire 2020 de CHF 49'800.- destiné à soutenir les commerces, services et restaurants de la commune par l'octroi de bons à la population ;
2. de comptabiliser ce montant dans le compte de résultats 2020 sur le compte 02.36
3. de couvrir cette dépense par des économies escomptées sur d'autres rubriques de charges, voire par le capital propre.

9. Barrière douane de Cornière – vote d’une délibération

Mme LA PRÉSIDENTE rapporte une proposition d’ouverture d’un crédit d’investissement dans le but d’installer une barrière automatisée à la douane de Cornière. Puis, elle cède la parole à M. LUISONI, président de la commission Aménagement.

M. LUISONI, président de la commission Aménagement, explique que la barrière de la douane de Cornière est pour le moment ouverte et fermée manuellement. Les horaires de la future ligne de bus n°86 qui reliera Puplinge à la gare du Léman Express à Annemasse, impliquent d’ouvrir la barrière plus tôt le matin et de la baisser plus tard le soir qu’à l’heure actuelle. L’exécutif et la commission jugent qu’il est préférable de maintenir les horaires actuels pour le trafic motorisé individuel et ont envisagé une solution d’ouverture et de fermeture automatique, les bus faisant s’ouvrir la barrière automatiquement. Le budget se monte à CHF 63’000.-. Selon les estimations, la dépense pour une barrière automatisée est équivalente à celle pour l’ouverture et la fermeture manuelle de la barrière sur la même période d’utilisation. Pour cette raison, la commission aménagement a préavisé favorablement le crédit à l’unanimité.

À la question de M. CASTELLA, qui se demande si les deux-roues pourront toujours passer, M. LE MAIRE répond que les heures de passage autorisées pour le public sont de 7h00 à 19h30. En dehors de ces heures, même les piétons n’ont pas le droit de passer par la douane. La barrière ne bloque actuellement que le passage des véhicules, mais les piétons et les deux-roues n’ont théoriquement pas le droit de passer. Par ailleurs, la pose d’un panneau d’interdiction de passage n’apporte rien et les gardes-frontières n’ont aucun intérêt à fermer la barrière. De surcroît, une société est mandatée depuis dix ans pour ouvrir et fermer la barrière tous les jours, ce qui coûte environ CHF 600.- par mois.

M. LE MAIRE spécifie à l’intention de M. HUNZIKER que la mesure prévue est une barrière et non pas un potelet.

Mme PRY souhaite savoir s’il est problématique, en termes légaux, que des personnes passent à pied par la douane en dehors des heures d’ouverture, ce à quoi M. LE MAIRE considère que cela relève de la compétence des gardes-frontières. La fermeture de la barrière consiste essentiellement à interdire le passage des voitures. Pour information, la traversée illégale de la frontière est amendable pour une valeur de CHF 40.-.

Mme WISARD constate que la barrière fonctionnera à l’électricité. Elle s’interroge sur d’éventuels cas de panne et si la barrière implique des frais d’entretien.



M. LE MAIRE répond que des tubes vides seront déjà installés pour assurer l'approvisionnement en électricité lors des travaux de réfection de la chaussée, qui commenceront au début de l'année 2021. S'agissant de la barrière, il est obligatoire de passer un contrat d'entretien pour contrôler le bon fonctionnement de l'installation. À titre personnel, M. LE MAIRE ne peut pas garantir une fiabilité à 100 % et espère que les chiffres ne seront pas loin dans les faits.

M. NUSSBAUM informe être un utilisateur assez fréquent de la ligne de bus n°31, qui passe par Belle-Idée, et a rarement vu que la barrière ne fonctionnait pas.

M. LÄDERACH signale que le problème risque surtout de porter sur du vandalisme, ce à quoi M. LE MAIRE rétorque que la barrière sera plutôt solide.

Mme LA PRÉSIDENTE donne lecture de la délibération.

Délibération relative à l'approbation d'un crédit d'investissement de CHF 63'000.- destiné à la réalisation d'une barrière automatisée à la douane de Cornière

- Vu la nécessité de libérer le passage frontière de la douane de Cornière pour la future ligne TPG 86 de 6h15 à 20h45, tout en interdisant l'accès aux autres usagers en dehors de la plage horaire 7h00 à 19h30,
- vu le devis général du 20 octobre 2020 établi par le bureau BCPH,
- vu le rapport de la commission Aménagement – Travaux - Mobilité du 11 novembre 2020.
- conformément à l'art. 30, al. 1, let. d de la loi sur l'administration des communes, du 13 avril 1984,
- sur proposition du Maire,

LE CONSEIL,

D E C I D E

Par 11 oui, 1 non et 1 abstention,

2. de réaliser une barrière automatisée à la douane de Cornière,
4. d'ouvrir, au Maire, un crédit de CHF 63'000.-, destiné au financement de cette opération,
5. de comptabiliser la dépense nette dans le compte des investissements, puis de porter la dépense nette à l'actif du bilan, dans le patrimoine administratif,
6. d'amortir la dépense nette au moyen de 10 annuités qui figureront au budget de fonctionnement dès la première année d'utilisation du bien estimée à 2021,

7. d'autoriser le Maire à contracter, si nécessaire, un emprunt auprès des établissements de crédit de son choix, à concurrence de CHF 63'000.-, afin de permettre l'exécution de ces travaux.

10. Chemin du Barot, dépassement de crédit – vote d'une délibération

Mme LA PRÉSIDENTE observe qu'un crédit de CHF 60'000.- avait été voté par le Conseil municipal pour rendre le chemin du Barot praticable à la mobilité douce. Au terme du dossier, il apparaît que la somme dépensée est supérieure à celle votée. Mme LA PRÉSIDENTE cède ensuite la parole à M. LUISONI, président de la commission Aménagement.

M. LUISONI, président de la commission Aménagement, énonce que tout dépassement de crédit doit être justifié et voté car la nouvelle législation oblige de voter immédiatement tout dépassement de crédit sur une facture. En ce sens, la commission a préavisé favorablement à l'unanimité le dépassement du crédit de CHF 750,40.

M. LE MAIRE précise que le dépassement du crédit ne s'explique pas par la réalisation de travaux complémentaires ou l'augmentation du prix du prestataire. En effet, l'État a exigé dans le permis de construire des travaux complémentaires à la jonction entre la route de Jussy et le début du chemin du Barot. Ces travaux n'avaient pas été prévus lors de la sollicitation du permis de construire et au moment du vote du crédit. Ils aboutissent donc au dépassement de CHF 750,40.

Mme LA PRÉSIDENTE donne lecture de la délibération.

Délibération relative à l'approbation d'un crédit complémentaire de CHF 750.40 pour la réalisation du resurfacement du chemin du Barot

vu le crédit d'engagement de CHF 60'000.- voté par le conseil municipal le 14 novembre 2018,

vu le décompte final de la réalisation du resurfacement du chemin du Barot CHF 60'750.40,

vu le rapport de la commission Aménagement-Travaux-Mobilité-Cimetière du 7 décembre 2020,

vu les articles 30, al. 1, lettre e et 31 de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984,



sur proposition du Maire,

le Conseil municipal

DECIDE,

Par 13 voix pour, soit à l'unanimité,

1. D'ouvrir un crédit d'engagement complémentaire de CHF 750.40 pour couvrir le dépassement du crédit d'investissement pour la réalisation du resurfaçage du chemin du Barot.
2. D'amortir cette dépense selon les modalités définies pour le crédit d'engagement voté le 14 novembre 2018.

11. Propositions individuelles et questions

- Photos

À la question de Mme PRY, qui souhaite savoir si les photos des membres du Conseil municipal seront bientôt disponibles, M. ARTER répond que la nouvelle édition des informations pratiques a été envoyée le jour même de la présente séance et contient les photos des membres, ce que confirme M. LUISONI. M. ARTER ajoute que les photos seront également publiées sur le site internet de la commune.

- Place rose

M. ACKERMANN s'enquiert de la possibilité de demander à la voirie d'intervenir au niveau de la place rose car de nombreux bancs sont rouillés.

M. LE MAIRE rappelle qu'un crédit de l'ordre de CHF 35'000.- a été voté par le Conseil municipal au sujet des bancs de la place. M. LE MAIRE propose de traiter ce point avec la commission compétente. Puisque le montant est en force, la commission pourrait agir rapidement (pour le printemps par exemple) si elle se réunit en janvier.

M. ACKERMANN signale qu'une latte manque sur un banc depuis un certain temps. Il se demande si la voirie peut intervenir sur cette assise en particulier.

M. LE MAIRE est d'avis que M. ARTER transmette la demande. La voirie pourra réparer ou enlever le banc.

- Caniveau

Mme VERMEULEN fait remarquer qu'une grille se trouvant sur le chemin entre la poste et le chemin du Courtil est dépourvue d'une barre, ce qui est dangereux car un grand nombre d'enfants passent par cet endroit.

M. LE MAIRE précise que Mme VERMEULEN se réfère à un petit caniveau qui contient des grilles d'évacuation devant les garages le long du trottoir afin d'éviter que l'eau ne coule depuis la propriété privée sur le trottoir. Cet endroit pose régulièrement des problèmes. Puisque le terrain est en pente en direction de la rue, M. LE MAIRE envisage la possibilité de bétonner provisoirement cet élément défectueux.

M. ARTER spécifie que la parcelle appartient à la fondation pour le logement.

M. LE MAIRE déclare que le bureau de la fondation pour le logement prend note du problème et trouvera une solution pour éviter tout risque d'accident.

- Bibliobus

M. LÄDERACH rapporte qu'en raison des contraintes sanitaires qui limitent le nombre de personnes autorisées à l'intérieur du Bibliobus, les usagers et l'un des deux employés doivent attendre à l'extérieur, même lors d'intempéries. M. LÄDERACH se demande si la commune peut mettre à disposition une tente afin d'abriter les gens qui patientent dehors. Le Bibliobus est en effet un avantage pour la population. Il serait dès lors judicieux d'en améliorer son utilisation.

M. LE MAIRE prend note de la demande, qui sera relayée par M. ARTER.

Mme JAEGER MATRINGE informe qu'il neigeait abondamment et qu'il y avait une très longue queue dehors lors du dernier passage du Bibliobus.

M. LE MAIRE entend la remarque. Il relève toutefois qu'un abri par mauvais temps va inciter les gens à s'accumuler dessous ce qui irait à l'encontre des règles sanitaires actuelles. Ces dernières ne sont cependant pas une excuse pour ne rien faire et l'administration va donc réfléchir à un remède.

- Discussion de fond sur la législation

M. LUISONI mentionne que, lors de la dernière séance de la commission Aménagement, M. DROZ a évoqué que, puisque le Conseil municipal a été

passablement renouvelé, il serait intéressant de tenir une discussion sur le fond du programme de législature présenté dernièrement. En ce sens, certains points sont liés au PDCom.

De l'opinion de M. LUISONI, il serait donc souhaitable d'agender en début d'année 2021 une séance de réflexion afin de connaître la dynamique, les attentions et les volontés du Conseil municipal sur la base des éléments présentés pour apporter d'éventuelles nuances.

M. LE MAIRE suggère de prévoir une séance de commission élargie au Conseil municipal dans la deuxième partie du mois de janvier afin de traiter du projet de mise à jour du PDCom et des questions que le Conseil municipal pourrait avoir quant au programme de législature.

Selon M. DROZ, il serait raisonnable de traiter le plan quadriennal. En revanche, le PDCom risque d'être plus ardu pour les commissaires qui ne sont pas membres de la commission compétente.

M. LE MAIRE énonce que le Conseil municipal va devoir se prononcer sur le PDCom par voie de résolution. Il est donc à tout le moins utile pour les conseillers municipaux d'obtenir une information qui permet de mieux mettre en évidence les priorités de la commune. En effet, le PDCom a pour but de déclarer les intentions de la commune pour les dix années suivantes. Or, la plupart des points du PDCom ne sont pas des volontés de la commune mais des obligations que le Canton l'oblige à inscrire à l'intérieur. La commune peut cependant décider de quelle manière les appliquer. De surcroît, le PDCom est un document qui est en principe valable dix ans. M. LE MAIRE estime qu'une commission élargie serait la forme la plus appropriée pour traiter du sujet, notamment l'ordre de priorité des éléments liés au PDCom. Par exemple, des projets apparaissent de la même manière sur la carte récapitulative, qu'ils soient prévus sur le court terme ou le long terme.

La parole n'étant plus demandée, Mme LA PRÉSIDENTE lève la séance à 22h23.



Le Vice-Président
Vincent LÄDERACH



La Présidente
Carole DI STASI



Le Secrétaire
Patrick ARTER